



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-49612>

Département(s) de publication : **82, 59, 93**

Annonce n° **26-49612**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : GIE iMSA

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Protection sociale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Prestations d'accompagnement et d'expertise du SIRH MSA basé sur le produit Sopra HR 4YOU

**Description** : L'accord-cadre a pour objet des prestations d'accompagnement et d'expertise du SIRH MSA basé sur le produit Sopra HR 4YOU Ces prestations consisteront en la prise en charge de développements correctifs ou d'évolutions pour répondre, en particulier, à la nécessité d'adapter le système d'information à l'actualité des règlements et contraintes législatives.

**Identifiant de la procédure** : 093a69d7-c718-4569-893f-8c714df4e3a6

**Identifiant interne** : AOO 2026 002

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : non

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )**: 72611000 Services d'assistance technique informatique

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Pays** : France

N'importe où dans le pays donné

**Informations complémentaires :** Les unités d'œuvre pourront être réalisées en totalité ou partiellement dans les locaux du titulaire, à l'exception de l'UOPLAS, UOPLAN et UOPLAC qui seront réalisées en totalité dans les locaux du titulaire. Quand l'UO n'est pas réalisée en totalité dans les locaux du titulaire, se présenteront deux cas de figure : - les prestations pour les UO mixte 1 qui seront réalisées à hauteur d'environ 40% dans les locaux du GIE iMSA d'Avelin (59) et de Bobigny (93) - les prestations pour les UO mixte 2 qui seront réalisées à hauteur d'environ 60% dans les GIE iMSA d'Avelin (59) et de Bobigny (93). Lorsque les prestations sont réalisées en totalité dans les locaux du prestataire : une partie de la prestation pourra demander tout de même une intervention sur les sites du GIE iMSA (ex : cadrage, livraison, recette, comités de projets, comités de pilotage). Aussi à titre indicatif, il faut prévoir que 5% de la commande soit exécutée dans les locaux du GIE iMSA. Exceptionnellement, le GIE iMSA pourra demander des déplacements sur tous ses sites.

### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 9,300,000 Euro

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 11,200,000 Euro

### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** Le GIE iMSA est un organisme de droit privé de la Mutualité Sociale Agricole (MSA)

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

### 2.1.6 Motifs d'exclusion

**Sources des motifs d'exclusion :** Avis

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Suivant Code de la Commande Publique

Faillite : Suivant Code de la Commande Publique

Corruption : Suivant Code de la Commande Publique

Concordat : Suivant Code de la Commande Publique

Participation à une organisation criminelle : Suivant Code de la Commande Publique

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Suivant Code de la Commande Publique

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Suivant Code de la Commande Publique

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Suivant Code de la Commande Publique

Fraude : Suivant Code de la Commande Publique

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Suivant Code de la Commande Publique

Insolvabilité : Suivant Code de la Commande Publique

Biens administrés par un liquidateur : Suivant Code de la Commande Publique

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Suivant Code de la Commande Publique

Motifs d'exclusion purement nationaux : Suivant Code de la Commande Publique

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Suivant Code de la Commande Publique

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Suivant Code de la Commande Publique

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Suivant Code de la Commande Publique

Manquement à l'obligation relative au paiement de cotisations de sécurité sociale : Suivant Code de la Commande Publique

État de cessation d'activités : Suivant Code de la Commande Publique

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Suivant Code de la Commande Publique

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Prestations d'accompagnement et d'expertise du SIRH MSA basé sur le produit Sopra HR 4YOU

**Description** : L'accord-cadre a pour objet des prestations d'accompagnement et d'expertise du SIRH MSA basé sur le produit Sopra HR 4YOU Ces prestations consisteront en la prise en charge de développements correctifs ou d'évolutions pour répondre, en particulier, à la nécessité d'adapter le système d'information à l'actualité des règlements et contraintes législatives.

**Identifiant interne** : 1

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale** ( cpv ): 72611000 Services d'assistance technique informatique

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Pays** : France

N'importe où dans le pays donné

**Informations complémentaires** : Les unités d'œuvre pourront être réalisées en totalité ou partiellement dans les locaux du titulaire, à l'exception de l'UOPLAS, UOPLAN et UOPLAC qui seront réalisées en totalité dans les locaux du titulaire. Quand l'UO n'est pas réalisée en totalité dans les locaux du titulaire, se présenteront deux cas de figure : les prestations pour les UO mixte 1 qui seront réalisées à hauteur d'environ 40% dans les locaux du GIE iMSA d'Avelin (59) et de Bobigny (93) les prestations pour les UO mixte 2 qui seront réalisées à hauteur d'environ 60% dans les GIE iMSA d'Avelin (59) et de Bobigny (93). Lorsque les prestations sont réalisées en totalité dans les locaux du prestataire : une partie de la prestation pourra demander tout de même une intervention sur les sites du GIE iMSA (ex : cadrage, livraison, recette, comités de projets, comités de pilotage). Aussi à titre indicatif, il faut prévoir que 5% de la commande soit

exécutée dans les locaux du GIE iMSA. Exceptionnellement, le GIE iMSA pourra demander des déplacements sur tous ses sites.

### 5.1.3 Durée estimée

**Durée : 4 An**

### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA : 9,300,000 Euro**

**Valeur maximale de l'accord-cadre : 11,200,000 Euro**

### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui**

**Informations complémentaires** : L'accord-cadre est passé dans le cadre d'un appel d'offres ouvert en application des articles R.2161-2 à R.2161-5 du CCP. L'accord-cadre sera multi-attributaires avec un maximum de 3 titulaires. L'acheteur se réserve le droit d'attribuer l'accord#cadre même lorsque le nombre d'offres recevables et économiquement acceptables est inférieur au nombre maximal de titulaires fixé par les documents de la consultation. Dans cette hypothèse, l'accord#cadre pourra être attribué aux seuls opérateurs économiques ayant présenté une offre régulière, appropriée et acceptable, sans que cette situation ne puisse être invoquée comme un motif d'infructuosité de la procédure. Les montants minimum et maximum pour la durée de l'accord-cadre sont les suivants : Montant minimum : sans minimum, Montant maximum : 11 200 000 Euros HT. L'acheteur a la faculté de passer commande à hauteur des maximums définis ci-dessus. Toutefois, les maximums de l'accord-cadre ne constituent : • Ni une obligation de commande pour l'acheteur ; • Ni un engagement de commande pour l'acheteur. Durée de l'accord-cadre : L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification. L'accord-cadre pourra être renouvelé deux fois, par reconduction tacite, pour des durées d'un an chacune. Si le GIE iMSA ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, son représentant notifiera à chaque titulaire sa décision expresse de dénonciation de l'accord-cadre, par lettre recommandée avec avis de réception par le biais du profil acheteur ou postal, ou par mail avec accusé de réception (si le courrier est signé au moyen d'un certificat électronique), au plus tard deux mois avant la date d'échéance de la période en cours. En application de l'article R2112-4 du CCP, les titulaires ne peuvent pas refuser la reconduction de l'accord-cadre. Le dossier de consultation doit être retiré sur le site <https://msa.achatpublic.com>. Cette opération est gratuite. Les candidats doivent présenter leur offre sous forme dématérialisé sur le site <https://msa.achatpublic.com>, dans les conditions décrites au règlement de la consultation. Copie de sauvegarde : En application de l'article R.2132-11 du CCP, les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde sur support physique électronique (cd-rom, dvd-rom ou clé Usb). Cette copie doit être identique à l'offre déposée sur le profil acheteur. (voir condition article IV.3 du RC). Le nombre maximal de participants n'est pas restreint.

### 5.1.9 Critères de sélection

**Sources des critères de sélection** : Avis

**Critère** : Autres exigences économiques ou financières

**Description** : Description: Capacité économique et financière : Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation.

**Critère** : Autres exigences économiques ou financières

**Description** : Capacité technique et professionnelle : Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère** :

**Type** : Prix

**Description** : Le prix apprécié sur la base de la simulation financière figurant dans le cadre de réponse offre : note sur 50. Remarque : Cette simulation financière est uniquement destinée à comparer les offres et ne constitue pas un engagement entre les parties.

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : L'organisation et les moyens proposés : note sur 15 avec la répartition suivante : - Organisation et moyens proposés pour garantir la couverture des prestations sur l'ensemble des activités prévues dans le cadre de l'accord-cadre : note sur 3 - Moyens prévus, en amont du démarrage des prestations de chaque commande, pour assurer une prise de connaissance efficace des collaborateurs et pouvant être appréciés par le GIE iMSA : note sur 3 - Démarche pour l'entretien des compétences des collaborateurs et moyens mis à disposition pour aider dans la réalisation des prestations : note sur 3 - Organisation et moyens permettant de contribuer à l'évaluation de la valeur métier délivrée : note sur 3 - Ecoconception de services numériques en lien avec les prestations de l'accord-cadre : note sur 3

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : Les qualifications et expérience du personnel assigné à l'exécution de l'accord-cadre : note sur 35 : Ce critère sera noté avec la répartition suivante dont la note totale obtenue (1284 maximum) sera ramenée à une note sur 35 : - Durée de l'expérience sur les exigences : note sur 490 - Expériences complémentaires : note sur 770 - Polyvalence des CV : note sur 24

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles** : français

**Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles** : français

**Date limite de demande d'informations complémentaires** : 22/06/2026 à 23:59

**Adresse des documents de marché** : <https://www.achatpublic.com/>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.achatpublic.com/>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 06/07/2026 à 16:00

**Date limite de validité de l'offre :** 6 Mois

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Non autorisée

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 9

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal judiciaire de Bordeaux

**Informations relatives aux délais de recours :** Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Référé précontractuel en application des articles 1441-1 et 1441-2 du code de procédure civile, . Référé contractuel en application des articles 1441-1 et 1441-3 du code de procédure civile. Le référé précontractuel peut être exercé jusqu'à la signature du marché et le référé contractuel, à partir de la signature du marché.

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Greffe du Tribunal judiciaire de Bordeaux

## **Section 8 - Organisations**

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** GIE iMSA

**Numéro d'enregistrement :** 84440620700010

**Adresse postale :** Avenue du clos Maury CS 40217 CS 40217

**Ville :** Montauban

**Code postal :** 82002

**Subdivision pays (NUTS) :** Tarn-et-Garonne ( FRJ28 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** expertise\_achats.blf@imsa.msa.fr

**Téléphone :** 0563684848

**Télécopieur :** 0563684889

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** [https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent\\_detail.do?PCSLID=CSL\\_2026\\_jr7oUUmQ3C](https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_jr7oUUmQ3C)

**Profil de l'acheteur :** <https://www.achatpublic.com/>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

#### 8.1 ORG-0004

**Nom officiel :** Tribunal judiciaire de Bordeaux

**Numéro d'enregistrement :** 17330111000529

**Département :** GIRONDE (33)

**Adresse postale :** 30 rue des Frères Bonie

**Ville :** BORDEAUX

**Code postal :** 33000

**Subdivision pays (NUTS) :** Gironde ( FRI12 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** tj-bordeaux@justice.fr

**Téléphone :** +33 547339000

**Adresse internet :** <https://www.cours-appel.justice.fr/bordeaux/tribunal-judiciaire-de-bordeaux-0>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

#### 8.1 ORG-0005

**Nom officiel :** Greffe du Tribunal judiciaire de Bordeaux

**Numéro d'enregistrement :** 173 301 110 005 29

**Département :** GIRONDE (33)

**Adresse postale :** 30 rue des Frères Bonie

**Ville :** BORDEAUX

**Code postal :** 33000

**Subdivision pays (NUTS) :** Gironde ( FRI12 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** tj-bordeaux@justice.fr

**Téléphone :** +33 547339000

**Adresse internet :** <https://www.cours-appel.justice.fr/bordeaux/tribunal-judiciaire-de-bordeaux-0>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis :** bb7d77d5-c968-4104-b591-5fcedb5e481a - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 20/05/2026 à 08:57

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 20/05/2026